

Discours de Beatrice Fihn, Directrice de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN)

Commission de politique extérieure du Conseil des États, Berne, 25 octobre 2018

[Traduit de l'anglais. La version prononcée en anglais fait foi.]

*Monsieur le Président,
Madame la Vice-Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers aux États,
Chers Collègues,*

Je vous remercie de m'inviter à cette audition. C'est la première fois que je m'adresse formellement à des membres du Parlement suisse et je suis honorée d'avoir l'opportunité de parler devant vous aujourd'hui.

Merci aussi d'accepter que je vous présente mes remarques en anglais. Je sais que cette langue n'est pas une langue nationale. C'est pourquoi nous avons préparé une traduction de ces remarques en allemand et en français pour vous. Bien que j'habite à Genève depuis quelque temps déjà, je ne suis pas autant à l'aise en français que je ne le souhaiterais, mais, j'y travaille !

Cette audition se tient à un moment critique. Il y a quelques jours seulement, le président des USA a menacé de se retirer du traité INF, un accord de contrôle des armements qui a interdit avec succès toute une catégorie d'armes nucléaires. Nous sommes au faîte de la crise avec l'Iran et avec la Corée du Nord, et le fait que tous les pays qui possèdent l'arme nucléaire en développent de nouvelles signifie qu'elles resteront opérationnelles pour les décennies à venir.

Nous vivons des temps dangereux. Nous n'avons pas été aussi près d'une catastrophe nucléaire que depuis les années 80. Et les enseignements de l'Histoire récente montrent que nous ne pouvons être vraiment en sécurité qu'en nous débarrassant des armes nucléaires. Nous devons les interdire. Toutes. Pour tous.

Ceci est le propos central du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) qui a été adopté aux Nations Unies l'an dernier. Il s'agit du résultat de nombreuses années de travail commun d'une large majorité d'États, de la société civile, du mouvement de la Croix-Rouge et de l'ONU. C'est une victoire historique !

La Suisse a joué un rôle important pour cela.

- Ses efforts ont eu comme objectif de placer les conséquences humanitaires des armes nucléaires au centre du débat sur le désarmement nucléaire.
- Elle a financé des études qui se sont révélées influentes et qui ont aidé les décideurs à percevoir les armes nucléaires à travers le prisme humanitaire.

Dans l'une de ces études, écrite par des experts renommés de non-prolifération, la conclusion est la suivante, et je cite :

« *La délégitimation des armes nucléaires est fondamentale pour prévenir leur usage et obtenir le désarmement nucléaire.*

La délégitimation est un processus de dévaluation ; qui réduit... les revendications de légitimité, de prestige et d'autorité [des armes nucléaires]. »¹

C'est exactement ce à quoi le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires se consacre. Il confirme que les armes nucléaires n'ont aucune légitimité dans le monde d'aujourd'hui. Ni comme armes de guerre. Ni comme instruments de politique de sécurité. Elles sont inhumaines, tuent de manière indiscriminée et causent des souffrances inacceptables.

La Suisse a déclaré à de nombreuses reprises qu'« il est difficilement envisageable qu'un emploi d'armes nucléaires puisse être compatible avec les règles du droit international humanitaire », et que l'interdiction des armes nucléaires « correspond aux intérêts centraux et valeurs traditionnelles de la Suisse, notamment ses intérêts en matière de sécurité ».

Ainsi le prochain pas est limpide : la Suisse doit rejoindre maintenant le Traité. Y adhérer confirme la crédibilité de la Suisse comme championne humanitaire et renforce sa crédibilité comme pays indépendant et neutre aux yeux de la communauté internationale.

Les arguments pour une adhésion immédiate sont de poids. J'étais choquée, par conséquent, de lire que le rapport du Gouvernement considère l'option de se placer sous le parapluie nucléaire. Cela signifie que la Suisse accepte qu'un autre État menace de détruire des villes entières au nom de la Suisse.

Ce n'est pas la Suisse que j'ai appris à connaître et à aimer. Et je ne suis pas la seule qui ressent cela : « une monstrueuse vision » [traduit de l'allemand] comme l'écrit un citoyen suisse dans une lettre de lecteur dans le *Bund*. Et plus de 6500 personnes ont déjà signé la pétition lancée par ICAN Switzerland : Le peuple veut que la Suisse rejoigne le Traité maintenant.

J'ai étudié dans le détail les objections du Gouvernement suisse à l'adhésion au Traité à l'heure actuelle. Il y a des objections qui me sont familières, que je retrouve dans la bouche des représentants d'États qui possèdent l'arme nucléaire, tels la France, ou qui ont des armes nucléaires sur leur territoire, comme l'Allemagne. Ce ne sont pas des raisons pour la Suisse pour ne pas adhérer au Traité.

Permettez-moi de rétablir les faits sur des points du rapport avec lesquels je suis en désaccord avec le Conseil fédéral – avec tout le respect que je lui dois :

¹ Ken Berry, Patricia Lewis, Benoît Pélopidas, Nikolai Sokov and Ward Wilson, *Delegitimizing Nuclear Weapons: Examining the Validity of Nuclear Deterrence*, The James Martin Center for Nonproliferation Studies, Monterey Institute of International Studies, 2010.
https://www.fdfa.admin.ch/dam/eda/de/documents/aussenpolitik/sicherheitspolitik/Delegitimizing_Nuclear_Weapons_May_2010.pdf

1. Le Traité est compatible avec d'autres accords, y compris le Traité de non-prolifération (TNP), et de plus, le renforce.
2. Il n'y a rien de problématique avec le Traité. Ses dispositions en matière de vérification sont plus détaillées que celles d'autres accords.
3. Ni ce Traité, ni le fait que la Suisse le rejoigne n'auront d'effet déstabilisateur ou polarisant.

Mon propos se résume à cela : aussi longtemps que certains États posséderont l'arme nucléaire, nous serons tous en danger. Que cela soit par accident, mauvais calcul ou intention, le risque de détonation d'une arme nucléaire est réel et en augmentation.

Nous avons eu beaucoup de chance jusqu'ici. Mais la chance n'est pas une politique de sécurité rationnelle. Interdire les armes nucléaires, dans la perspective de leur élimination, ceci est la manière rationnelle de procéder. La seule question est : « quand ? »

Pour vos collègues du Conseil national la réponse est : « maintenant ».
Le peuple vous dit : « maintenant ».

Comment allez-vous répondre ?

*Monsieur le Président,
Madame la Vice-Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers aux États,*

Vous vous trouvez aujourd'hui à la croisée des chemins.

Vous pouvez soit suivre le Conseil fédéral, attendre et espérer que tout se passe bien.

Ou vous pouvez décider de rejoindre le Traité maintenant et donner un signal clair à la communauté internationale.

Il n'y a pas de voie médiane. Les pays qui détiennent l'arme nucléaire bougent dans une direction dangereuse et une nouvelle course aux armements se déploie. En rejoignant le Traité maintenant, vous déclarez clairement que vous désapprouvez cette tendance.

Vous pouvez faire la différence aujourd'hui. Mes discussions avec des personnes du monde entier le montre – ministres, leaders spirituels, lauréats de Prix Nobel, diplomates et avocats : le monde vous regarde.

Voulez-vous vous assurer que la Suisse soit du bon côté de l'Histoire ?

Je vous demande, Mesdames et Messieurs les Membres du Parlement, de nous unir autour de ce Traité. L'heure est venue. Le monde ne peut se permettre d'attendre.